



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_XIV_4

VOLUME : VOL-2

CHAPTER : Chapter XIV. Educational and Cultural Matters

TITLE : 14.4 Convention for the Protection of Producers of Phonograms
against Unauthorized Duplication of their Phonograms
Geneva, 29 October 1971



CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES
CONTRE LA REPRODUCTION NON AUTORISEE DE LEURS PHONOGRAMMES

CONVENTION FOR THE PROTECTION OF PRODUCERS OF PHONOGRAMS
AGAINST UNAUTHORIZED DUPLICATION OF THEIR PHONOGRAMS

CONVENIO PARA LA PROTECCION DE LOS PRODUCTORES DE FONOGRAMAS
CONTRA LA REPRODUCCION NO AUTORIZADA DE SUS FONOGRAMAS

КОНВЕНЦИЯ ОБ ОХРАНЕ ИНТЕРЕСОВ ПРОИЗВОДИТЕЛЕЙ ФОНОГРАММ
ОТ НЕЗАКОННОГО ВОСПРОИЗВОДСТВА ИХ ФОНОГРАММ

CONVENTION
POUR LA PROTECTION
DES PRODUCTEURS
DE PHONOGRAMMES
CONTRE
LA REPRODUCTION
NON AUTORISÉE
DE LEURS
PHONOGRAMMES

Les Etats contractants,

préoccupés par l'expansion croissante de la reproduction non autorisée des phonogrammes et par le tort qui en résulte pour les intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes;

convaincus que la protection des producteurs de phonogrammes contre de tels actes servira également les intérêts des artistes interprètes ou exécutants et des auteurs dont les exécutions et les oeuvres sont enregistrées sur lesdits phonogrammes;

reconnaissant la valeur des travaux effectués dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle;

soucieux de ne porter atteinte en aucune façon aux conventions internationales en vigueur et, en particulier, de n'entraver en rien une plus large acceptation de la Convention de Rome du 26 octobre 1961 qui accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants et aux organismes de radiodiffusion, aussi bien qu'aux producteurs de phonogrammes;

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

- a) "phonogramme", toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;
- b) "producteur de phonogrammes", la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;
- c) "copie", un support contenant des sons repris directement ou indirectement d'un phonogramme et qui incorpore la totalité ou une partie substantielle des sons fixés dans ce phonogramme;
- d) "distribution au public", tout acte dont l'objet est d'offrir des copies, directement ou indirectement, au public en général ou à toute partie de celui-ci.

Article 2

Chaque Etat contractant s'engage à protéger les producteurs de phonogrammes qui sont ressortissants des autres Etats contractants contre la production de copies faites sans le consentement du producteur et contre l'importation de telles copies, lorsque la production ou l'importation est faite en vue d'une distribution au public, ainsi que contre la distribution de ces copies au public.

Article 3

Sont réservés à la législation nationale de chaque Etat contractant les moyens par lesquels la présente Convention sera appliquée et qui comprendront l'un ou plusieurs des moyens suivants : la protection par l'octroi d'un droit d'auteur ou d'un autre droit spécifique; la protection au moyen de la législation relative à la concurrence déloyale; la protection par des sanctions pénales.

Article 4

Est réservée à la législation nationale de chaque Etat contractant la durée de la protection accordée. Toutefois, si la loi nationale prévoit une durée spécifique pour la protection, cette durée ne devra pas être inférieure à vingt ans à partir de la fin, soit de l'année au cours de laquelle les sons incorporés dans le phonogramme ont été fixés pour la première fois, soit de l'année au cours de laquelle le phonogramme a été publié pour la première fois.

Article 5

Lorsqu'un Etat contractant exige, en vertu de sa législation nationale, l'accomplissement de formalités à titre de condition de la protection des producteurs de phonogrammes, ces exigences seront considérées comme satisfaites si toutes les copies autorisées du phonogramme qui sont distribuées au public ou l'étui les contenant portent une mention constituée par le symbole (P) accompagné de l'indication de l'année de

la première publication apposée d'une manière montrant de façon nette que la protection est réservée; si les copies ou leur étui ne permettent pas d'identifier le producteur, son ayant droit ou le titulaire de la licence exclusive (au moyen du nom, de la marque ou de toute autre désignation appropriée), la mention devra comprendre également le nom du producteur, de son ayant droit ou du titulaire de la licence exclusive.

Article 6

Tout Etat contractant qui assure la protection par le moyen du droit d'auteur ou d'un autre droit spécifique, ou bien par le moyen de sanctions pénales, peut, dans sa législation nationale, apporter des limitations à la protection des producteurs de phonogrammes, de même nature que celles qui sont admises en matière de protection des auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques. Toutefois, aucune licence obligatoire ne pourra être prévue sauf si toutes les conditions suivantes sont remplies :

a) la reproduction est destinée à l'usage exclusif de l'enseignement ou de la recherche scientifique;

b) la licence ne sera valable que pour la reproduction sur le territoire de l'Etat contractant dont l'autorité compétente a accordé la licence et ne s'étendra pas à l'exportation des copies;

c) la reproduction faite sous l'empire de la licence donne droit à une rémunération équitable qui est fixée par ladite autorité en tenant compte, entre autres éléments, du nombre de copies qui seront réalisées.

Article 7

1) La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée aux auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes, ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des lois nationales ou des conventions internationales.

2) La législation nationale de chaque Etat contractant déterminera, le cas échéant, l'étendue de la protection accordée aux artistes interprètes ou exécutants dont l'exécution est fixée sur un phonogramme, ainsi que les conditions dans lesquelles ils jouiront d'une telle protection.

3) Aucun Etat contractant n'est tenu d'appliquer les dispositions de la présente Convention en ce qui concerne les phonogrammes fixés avant que celle-ci ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat considéré.

4) Tout Etat dont la législation nationale en vigueur au 29 octobre 1971 assure aux producteurs de phonogrammes une protection établie seulement en fonction du lieu de la première fixation peut, par une notification déposée auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, déclarer qu'il appliquera ce critère au lieu de celui de la nationalité du producteur.

Article 8

1) Le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle rassemble et publie les informations concernant la protection des phonogrammes. Chaque Etat contractant communique dès que possible au Bureau international le texte de toute nouvelle loi ainsi que tous textes officiels concernant cette question.

2) Le Bureau international fournit à tout Etat contractant, sur sa demande, des renseignements sur les questions relatives à la présente Convention; il procède également à des études et fournit des services destinés à faciliter la protection prévue par la Convention.

3) Le Bureau international exerce les fonctions énumérées aux alinéas 1) et 2) ci-dessus en collaboration, pour les questions relevant de leurs compétences respectives, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail.

Article 9

1) La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle reste ouverte jusqu'à la date du 30 avril 1972 à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des Institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'Energie atomique, ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

- 2) La présente Convention est soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires. Elle est ouverte à l'adhésion de tout Etat visé à l'alinéa 1) du présent article.
- 3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- 4) Il est entendu qu'au moment où un Etat devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la Convention.

Article 10

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 11

- 1) La présente Convention entre en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.
- 2) A l'égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après la date à laquelle le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle informe les Etats, conformément à l'article 13, alinéa 4), du dépôt de son instrument.

3) Tout Etat peut, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que la présente Convention est applicable à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales. Cette notification prend effet trois mois après la date de sa réception.

4) Toutefois, l'alinéa précédent ne saurait en aucun cas être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite, par l'un quelconque des Etats contractants, de la situation de fait de tout territoire auquel la présente Convention est rendue applicable par un autre Etat contractant en vertu dudit alinéa.

Article 12

1) Tout Etat contractant a la faculté de dénoncer la présente Convention soit en son nom propre, soit au nom de l'un quelconque ou de l'ensemble des territoires visés à l'article 11, alinéa 3), par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2) La dénonciation prend effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a reçu la notification.

Article 13

- 1) La présente Convention est signée, en un seul exemplaire, en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.

- 2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.

- 3) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et au Directeur général du Bureau international du Travail :
 - a) les signatures de la présente Convention;
 - b) le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
 - c) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;
 - d) toute déclaration notifiée en vertu de l'article 11, alinéa 3);
 - e) la réception des notifications de dénonciation.

- 4) Le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle informe les Etats visés à l'article 9, alinéa 1), des notifications reçues en application de l'ali-

néa précédent, ainsi que des déclarations faites en vertu de l'article 7, alinéa 4). Il notifie également lesdites déclarations au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et au Directeur général du Bureau international du Travail.

5) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention aux Etats visés à l'article 9, alinéa 1).

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, ce vingt-neuf
octobre 1971

CONVENTION
FOR THE PROTECTION
OF PRODUCERS
OF PHONOGRAMS
AGAINST
UNAUTHORIZED DUPLICATION
OF THEIR PHONOGRAMS

The Contracting States,

concerned at the widespread and increasing unauthorized duplication of phonograms and the damage this is occasioning to the interests of authors, performers and producers of phonograms;

convinced that the protection of producers of phonograms against such acts will also benefit the performers whose performances, and the authors whose works, are recorded on the said phonograms;

recognizing the value of the work undertaken in this field by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the World Intellectual Property Organization;

anxious not to impair in any way international agreements already in force and in particular in no way to prejudice wider acceptance of the Rome Convention of October 26, 1961, which affords protection to performers and to broadcasting organizations as well as to producers of phonograms;

have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

- (a) "phonogram" means any exclusively aural fixation of sounds of a performance or of other sounds;
- (b) "producer of phonograms" means the person who, or the legal entity which, first fixes the sounds of a performance or other sounds;
- (c) "duplicate" means an article which contains sounds taken directly or indirectly from a phonogram and which embodies all or a substantial part of the sounds fixed in that phonogram;
- (d) "distribution to the public" means any act by which duplicates of a phonogram are offered, directly or indirectly, to the general public or any section thereof.

Article 2

Each Contracting State shall protect producers of phonograms who are nationals of other Contracting States against the making of duplicates without the consent of the producer and against the importation of such duplicates, provided that any such making or importation is for the purpose of distribution to the public, and against the distribution of such duplicates to the public.

Article 3

The means by which this Convention is implemented shall be a matter for the domestic law of each Contracting State and shall include one or more of the following: protection by means of the grant of a copyright or other specific right; protection by means of the law relating to unfair competition; protection by means of penal sanctions.

Article 4

The duration of the protection given shall be a matter for the domestic law of each Contracting State. However, if the domestic law prescribes a specific duration for the protection, that duration shall not be less than twenty years from the end either of the year in which the sounds embodied in the phonogram were first fixed or of the year in which the phonogram was first published.

Article 5

If, as a condition of protecting the producers of phonograms, a Contracting State, under its domestic law, requires compliance with formalities, these shall be considered as fulfilled if all the authorized duplicates of the phonogram

distributed to the public or their containers bear a notice consisting of the symbol (P), accompanied by the year date of the first publication, placed in such manner as to give reasonable notice of claim of protection; and, if the duplicates or their containers do not identify the producer, his successor in title or the exclusive licensee (by carrying his name, trademark or other appropriate designation), the notice shall also include the name of the producer, his successor in title or the exclusive licensee.

Article 6

Any Contracting State which affords protection by means of copyright or other specific right, or protection by means of penal sanctions, may in its domestic law provide, with regard to the protection of producers of phonograms, the same kinds of limitations as are permitted with respect to the protection of authors of literary and artistic works. However, no compulsory licenses may be permitted unless all of the following conditions are met:

(a) the duplication is for use solely for the purpose of teaching or scientific research;

(b) the license shall be valid for duplication only within the territory of the Contracting State whose competent authority has granted the license and shall not extend to the export of duplicates;

(c) the duplication made under the license gives rise to an equitable remuneration fixed by the said authority taking into account, inter alia, the number of duplicates which will be made.

Article 7

(1) This Convention shall in no way be interpreted to limit or prejudice the protection otherwise secured to authors, to performers, to producers of phonograms or to broadcasting organizations under any domestic law or international agreement.

(2) It shall be a matter for the domestic law of each Contracting State to determine the extent, if any, to which performers whose performances are fixed in a phonogram are entitled to enjoy protection and the conditions for enjoying any such protection.

(3) No Contracting State shall be required to apply the provisions of this Convention to any phonogram fixed before this Convention entered into force with respect to that State.

(4) Any Contracting State which, on October 29, 1971, affords protection to producers of phonograms solely on the basis of the place of first fixation may, by a notification deposited with the Director General of the World Intellectual Property Organization, declare that it will apply this criterion instead of the criterion of the nationality of the producer.

Article 8

(1) The International Bureau of the World Intellectual Property Organization shall assemble and publish information concerning the protection of phonograms. Each Contracting State shall promptly communicate to the International Bureau all new laws and official texts on this subject.

(2) The International Bureau shall, on request, furnish information to any Contracting State on matters concerning this Convention, and shall conduct studies and provide services designed to facilitate the protection provided for therein.

(3) The International Bureau shall exercise the functions enumerated in paragraphs (1) and (2) above in cooperation, for matters within their respective competence, with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the International Labour Organization.

Article 9

(1) This Convention shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations. It shall be open until April 30, 1972, for signature by any State that is a member of the United Nations, any of the Specialized Agencies brought into relationship with the United Nations, or the International Atomic Energy Agency, or is a party to the Statute of the International Court of Justice.

(2) This Convention shall be subject to ratification or acceptance by the signatory States. It shall be open for accession by any State referred to in paragraph (1) of this Article.

(3) Instruments of ratification, acceptance or accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

(4) It is understood that, at the time a State becomes bound by this Convention, it will be in a position in accordance with its domestic law to give effect to the provisions of the Convention.

Article 10

No reservations to this Convention are permitted.

Article 11

(1) This Convention shall enter into force three months after deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance or accession.

(2) For each State ratifying, accepting or acceding to this Convention after the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance or accession, the Convention shall enter into force three months after the date on which the Director General of the World Intellectual Property Organization informs the States, in accordance with Article 13, paragraph (4), of the deposit of its instrument.

(3) Any State may, at the time of ratification, acceptance or accession or at any later date, declare by notification addressed to the Secretary-General of the United Nations that this Convention shall apply to all or any one of the territories for whose international affairs it is responsible. This notification will take effect three months after the date on which it is received.

(4) However, the preceding paragraph may in no way be understood as implying the recognition or tacit acceptance by a Contracting State of the factual situation concerning a territory to which this Convention is made applicable by another Contracting State by virtue of the said paragraph.

Article 12

(1) Any Contracting State may denounce this Convention, on its own behalf or on behalf of any of the territories referred to in Article 11, paragraph (3), by written notification addressed to the Secretary-General of the United Nations.

(2) Denunciation shall take effect twelve months after the date on which the Secretary-General of the United Nations has received the notification.

Article 13

(1) This Convention shall be signed in a single copy in English, French, Russian and Spanish, the four texts being equally authentic.

(2) Official texts shall be established by the Director General of the World Intellectual Property Organization, after consultation with the interested Governments, in the Arabic, Dutch, German, Italian and Portuguese languages.

(3) The Secretary-General of the United Nations shall notify the Director General of the World Intellectual Property Organization, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director-General of the International Labour Office of:

- (a) signatures to this Convention;
- (b) the deposit of instruments of ratification, acceptance or accession;
- (c) the date of entry into force of this Convention;
- (d) any declaration notified pursuant to Article 11, paragraph (3);
- (e) the receipt of notifications of denunciation.

(4) The Director General of the World Intellectual Property Organization shall inform the States referred to in Article 9, paragraph (1), of the notifications received pursuant to the preceding paragraph and of any declarations made under Article 7, paragraph (4). He shall also notify the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director-General of the International Labour Office of such declarations.

(5) The Secretary-General of the United Nations shall transmit two certified copies of this Convention to the States referred to in Article 9, paragraph (1).

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized, have signed this Convention.

DONE at Geneva, this twenty-ninth day of October, 1971.

CONVENIO
PARA LA PROTECCION
DE LOS PRODUCTORES
DE FONOGRAMAS
CONTRA
LA REPRODUCCION
NO AUTORIZADA
DE SUS
FONOGRAMAS

Los Estados contratantes,

Preocupados por la extensión e incremento de la reproducción no autorizada de fonogramas y por el perjuicio resultante para los intereses de los autores, de los artistas intérpretes o ejecutantes y de los productores de fonogramas;

Convencidos de que la protección de los productores de fonogramas contra los actos referidos beneficiará también a los artistas intérpretes o ejecutantes y a los autores cuyas interpretaciones y obras están grabadas en dichos fonogramas;

Reconociendo la importancia de los trabajos efectuados en esta materia por la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual;

Deseosos de no menoscabar en modo alguno los convenios internacionales en vigor y, en particular, de no poner trabas a una aceptación más amplia de la Convención de Roma del 26 de octubre de 1961, que otorga una protección a los artistas intérpretes o ejecutantes y a los organismos de radiodifusión, así como a los productores de fonogramas;

han convenido lo siguiente:

Artículo 1

Para los fines del presente Convenio, se entenderá por:

- a) "fonograma", toda fijación exclusivamente sonora de los sonidos de una ejecución o de otros sonidos;
- b) "productor de fonogramas", la persona natural o jurídica que fija por primera vez los sonidos de una ejecución u otros sonidos;
- c) "copia", el soporte que contiene sonidos tomados directa o indirectamente de un fonograma y que incorpora la totalidad o una parte substancial de los sonidos fijados en dicho fonograma;
- d) "distribución al público", cualquier acto cuyo propósito sea ofrecer, directa o indirectamente, copias de un fonograma al público en general o a una parte del mismo.

Artículo 2

Todo Estado contratante se compromete a proteger a los productores de fonogramas que sean nacionales de los otros Estados contratantes contra la producción de copias sin el consentimiento del productor, así como contra la importación de tales copias, cuando la producción o la importación se hagan con miras a una distribución al público, e igualmente contra la distribución de esas copias al público.


Artículo 3

Los medios para la aplicación del presente Convenio serán de la incumbencia de la legislación nacional de cada Estado contratante, debiendo comprender uno o más de los siguientes: protección mediante la concesión de un derecho de autor o de otro derecho específico; protección mediante la legislación relativa a la competencia desleal; protección mediante sanciones penales.

Artículo 4

La duración de la protección será determinada por la legislación nacional. No obstante, si la legislación nacional prevé una duración determinada de la protección, dicha duración no deberá ser inferior a veinte años, contados desde el final del año, ya sea en el cual se fijaron por primera vez los sonidos incorporados al fonograma, o bien del año en que se publicó el fonograma por primera vez.

Artículo 5

Cuando, en virtud de su legislación nacional, un Estado contratante exija el cumplimiento de formalidades como condición para la protección de los productores de fonogramas, se considerarán satisfechas esas exigencias si todas las copias autorizadas del fonograma puesto a disposición del público o los estuches que las contengan llevan una mención constituida por el símbolo  , acompañada de la

indicación del año de la primera publicación, colocada de manera que muestre claramente que se ha reservado la protección; si las copias o sus estuches no permiten identificar al productor, a su derechohabiente o al titular de la licencia exclusiva (mediante el nombre, la marca o cualquier otra designación adecuada), la mención deberá comprender igualmente el nombre del productor, de su derechohabiente o del titular de la licencia exclusiva.

Artículo 6

Todo Estado contratante que otorgue la protección mediante el derecho de autor o de otro derecho específico, o en virtud de sanciones penales, podrá prever en su legislación nacional limitaciones con respecto a la protección de productores de fonogramas, de la misma naturaleza que aquellas previstas para la protección de los autores de obras literarias y artísticas. Sin embargo, sólo se podrán prever licencias obligatorias si se cumplen todas las condiciones siguientes:

a) que la reproducción esté destinada al uso exclusivo de la enseñanza o de la investigación científica.

b) que la licencia tenga validez para la reproducción sólo en el territorio del Estado contratante cuya autoridad competente ha otorgado la licencia y no pueda extenderse a la exportación de los ejemplares copiados.

c) la reproducción efectuada en virtud de la licencia debe dar derecho a una remuneración adecuada que será fijada por la referida autoridad , que tendrá en cuenta, entre otros elementos, el número de copias realizadas.

Artículo 7

- 1) No se podrá interpretar en ningún caso el presente Convenio de modo que limite o menoscabe la protección concedida a los autores, a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas o a los organismos de radiodifusión en virtud de las leyes nacionales o de los convenios internacionales.
- 2) La legislación nacional de cada Estado contratante determinará, en caso necesario, el alcance de la protección otorgada a los artistas intérpretes o ejecutantes cuya ejecución haya sido fijada en un fonograma, así como las condiciones en las cuales gozarán de tal protección.
- 3) No se exigirá de ningún Estado contratante que aplique las disposiciones del presente Convenio en lo que respecta a los fonogramas fijados antes de que éste haya entrado en vigor con respecto de ese Estado.
- 4) Todo Estado cuya legislación vigente el 29 de octubre de 1971 conceda a los productores de fonogramas una protección basada en función del lugar de la primera fijación podrá declarar, mediante notificación depositada en poder del Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual, que sólo aplicará ese criterio en lugar del criterio de la nacionalidad del productor.

Artículo 8

1) La Oficina Internacional de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual reunirá y publicará información sobre la protección de los fonogramas. Cada uno de los Estados contratantes comunicará prontamente a la Oficina Internacional toda nueva legislación y textos oficiales sobre la materia.

2) La Oficina Internacional facilitará la información que le soliciten los Estados contratantes sobre cuestiones relativas al presente Convenio, y realizará estudios y proporcionará servicios destinados a facilitar la protección estipulada en el mismo.

3) La Oficina Internacional de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual ejercerá las funciones enumeradas en los párrafos 1) y 2) precedentes, en cooperación, en los asuntos relativos a sus respectivas competencias, con la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y la Organización Internacional del Trabajo.

Artículo 9

1) El presente Convenio será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas. Quedará abierto hasta el 30 de abril de 1972 a la firma de todo Estado que sea miembro de las Naciones Unidas, de alguno de los organismos especializados vinculados a las Naciones Unidas, del Organismo Internacional de Energía Atómica o parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia.

2) El presente Convenio estará sujeto a la ratificación o la aceptación de los Estados signatarios. Estará abierto a la adhesión de los Estados a que se refiere el párrafo 1) del presente Artículo.

3) Los instrumentos de ratificación, de aceptación o de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

4) Se entiende que, en el momento en que un Estado se obliga por este Convenio, se halla en condiciones, conforme a su legislación interna, de aplicar las disposiciones del mismo.

Artículo 10

No se admitirá reserva alguna al presente Convenio.

Artículo 11

1) El presente Convenio entrará en vigor tres meses después del depósito del quinto instrumento de ratificación, aceptación o adhesión.

2) En lo que respecta a cada Estado que ratifique o acepte el presente Convenio o que se adhiera a él después del depósito del quinto instrumento de ratificación, aceptación o adhesión, el presente Convenio entrará en vigor tres meses después de la fecha en que el Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual haya informado a los Estados, de acuerdo al Artículo 13.4), del depósito de su instrumento.

3) Todo Estado podrá declarar en el momento de la ratificación, de la aceptación o de la adhesión, o en cualquier otro momento ulterior, mediante notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas, que el presente Convenio se extenderá al conjunto o a algunos de los territorios de cuyas relaciones internacionales se encarga. Esa notificación surtirá efectos tres meses después de la fecha de su recepción.

4) Sin embargo, el párrafo precedente no deberá en modo alguno interpretarse como tácito reconocimiento o aceptación por parte de alguno de los Estados contratantes, de la situación de hecho de todo territorio en el que el presente Convenio haya sido hecho aplicable por otro Estado contratante en virtud de dicho párrafo.

Artículo 12

1) Todo Estado contratante tendrá la facultad de denunciar el presente Convenio, sea en su propio nombre, sea en nombre de uno cualquiera o del conjunto de los territorios señalados en el Artículo 11, párrafo 3) mediante notificación escrita dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas.

2) La denuncia surtirá efecto doce meses después de la fecha en que el Secretario General de las Naciones Unidas haya recibido la notificación.

Artículo 13

1) Se firma el presente Convenio en un solo ejemplar, en español, francés, inglés y ruso, haciendo igualmente fe cada texto.

2) El Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual, establecerá textos oficiales, después de consultar a los gobiernos interesados, en los idiomas alemán, árabe, holandés, italiano y portugués.

3) El Secretario General de las Naciones Unidas notificará al Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual, al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo:

- a) las firmas del presente Convenio;
- b) el depósito de los instrumentos de ratificación, de aceptación o de adhesión;
- c) la fecha de entrada en vigor del presente Convenio;
- d) toda declaración notificada en virtud del Artículo 11, párrafo 3);
- e) la recepción de las notificaciones de denuncia.

4) El Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual informará a los Estados designados en el Artículo 9, párrafo 1) de las notificaciones que haya recibido en conformidad al párrafo anterior, como asimismo de cualquier declaración hecha en virtud del Artículo 7, párrafo 4) de este Convenio. Informará igualmente al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura

y al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo de dichas declaraciones.

5) El Secretario General de las Naciones Unidas transmitirá dos ejemplares certificados del presente Convenio a todos los Estados a que se refiere el Artículo 9, párrafo 1).

EN FE DE LO CUAL los infrascritos, debidamente autorizados al efecto, firman el presente Convenio.

HECHO en Ginebra el día
veintinueve de octubre de 1971

КОНВЕНЦИЯ
ОБ ОХРАНЕ ИНТЕРЕСОВ
ПРОИЗВОДИТЕЛЕЙ ФОНОГРАММ
ОТ НЕЗАКОННОГО
ВОСПРОИЗВОДСТВА
ИХ ФОНОГРАММ

Государства-участники,

озабоченные все возрастающим распространением незаконного воспроизводства фонограмм и наносимым в результате этого ущербом интересам авторов, артистов-исполнителей и производителей фонограмм;

убежденные в том, что охрана интересов производителей фонограмм от подобных актов будет отвечать также интересам артистов-исполнителей и авторов, исполнение и произведения которых записаны на указанные фонограммы;

признавая высокую ценность работы, проделанной в этой области Организацией Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры и Всемирной организацией интеллектуальной собственности;

стремясь не наносить никакого ущерба действующим международным конвенциям и, в частности, не препятствовать каким бы то ни было образом более широкому принятию Римской конвенции от 26 октября 1961 г., обеспечивающей охрану интересов артистов-исполнителей и органов радиовещания, равно как и производителей фонограмм;

согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящей Конвенции следует понимать:

- а) под "фонограммой" любую исключительно звуковую запись звуков;
- б) под "производителем фонограмм" физическое или юридическое лицо, которое первым сделало запись звуков на фонограмме;
- с) под "копией" носитель, который содержит звуки, записанные непосредственно или косвенно с фонограммы, и который включает все или значительную часть звуков, записанных на этой фонограмме;
- д) под "распространением среди публики" любой акт, посредством которого копии непосредственно или косвенно предлагаются публике вообще или любой ее части.

Статья 2

Каждое государство-участник обязуется охранять интересы производителей фонограмм, являющихся гражданами других государств-участников, от производства копий фонограмм без согласия производителя и от ввоза таких копий всякий раз, когда упомянутые производство или ввоз осуществляются с целью их распространения среди публики, а также от распространения этих копий среди публики.

Статья 3

За национальным законодательством каждого государства-участника сохраняется право определения юридических мер, посредством которых настоящая Конвенция будет применяться и которые будут включать одну или более мер из числа следующих: охрана посредством предоставления авторского права или другого особого права; охрана посредством законодательства, относящегося к нечестной конкуренции; охрана посредством уголовных санкций.

Статья 4

За национальным законодательством каждого государства-участника сохраняется право определения срока действия предоставляемой охраны. Однако, если национальное законодательство предусматривает определенный срок охраны, то этот срок не должен быть менее двадцати лет, начиная либо с конца года, в котором первая запись фонограммы была сделана, либо с конца года, когда она была впервые опубликована.

Статья 5

В тех случаях, когда одно из государств-участников, в соответствии со своим национальным законодательством, требует выполнения формальностей в качестве условий, при которых обеспечивается охрана интересов производителей фонограмм, эти формальности считаются выполненными, если все разрешенные копии фонограмм, распространяемые среди публики, или их упаковка, имеют специальную надпись в виде символа (P) с указанием года первого издания, проставленную так, чтобы было отчетливо видно, что данная фонограмма находится под охраной; если копии или их упаковка не устанавливают производителя фонограмм, его правопреемника или обладателя лицензии путем упоминания его фамилии, марки или другого соответствующего обозначения, то надпись должна также включать фамилию производителя, его правопреемника или обладателя исключительной лицензии.

Статья 6

Каждое государство-участник, которое обеспечивает охрану путем предоставления авторского права или другого особого права или путем применения уголовных санкций, может предусмотреть в своем национальном законодательстве ограничения, касающиеся охраны интересов производителей фонограмм, того же характера, что и те, которые допускаются в отношении охраны интересов авторов литературных и художественных произведений. Однако обязательные лицензии могут быть предусмотрены только в том случае, если удовлетворены все следующие условия:

а) воспроизведение предназначается для использования исключительно в целях обучения или научных исследований;

б) лицензия действительна только для воспроизведения на территории государства-участника, чьи компетентные органы предоставили лицензию, и не будет распространена на экспорт копий;

в) воспроизведение, осуществленное в силу лицензии, влечет за собой право на справедливое вознаграждение, определяемое упомянутыми органами с учетом, наряду с прочим, числа копий, которые будут произведены.

Статья 7

1) Настоящая Конвенция ни в коем случае не может быть истолкована как ограничивающая или наносящая ущерб охране интересов авторов, артистов-исполнителей, производителей фонограмм или органов радиовещания, которая предоставляется национальным законодательством или международными конвенциями.

- 2) Национальное законодательство каждого государства-участника определяет, в случае необходимости, сферу действия охраны интересов артистов-исполнителей, выступления которых записаны на фонограмму, а также условия, при которых они могут пользоваться такой охраной.
- 3) Ни одно государство-участник не обязано выполнять положения настоящей Конвенции в отношении фонограмм, записанных до вступления в силу настоящей Конвенции на территории данного государства.
- 4) Каждое государство-участник, национальное законодательство которого на 29 октября 1971 г. предоставляет производителям фонограмм охрану их интересов только на основе места первой записи, может путем уведомления, депонированного у Генерального директора Всемирной организации интеллектуальной собственности, заявить, что оно будет применять этот критерий вместо критерия гражданства производителя.

Статья 8

- 1) Международное бюро Всемирной организации интеллектуальной собственности собирает и публикует информацию, касающуюся охраны фонограмм. Каждое государство-участник безотлагательно сообщает Международному бюро все новые законы и официальные тексты по этому вопросу.
- 2) Международное бюро предоставляет любому государству-участнику, по его просьбе, информацию по вопросам, касающимся настоящей Конвенции, а также проводит исследования и обеспечивает обслуживание в целях облегчения осуществления охраны, предусмотренной настоящей Конвенцией.
- 3) Международное бюро выполняет функции, изложенные в предыдущих пунктах 1 и 2 в сотрудничестве с Организацией Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры и Международной организацией труда в отношении вопросов, касающихся их соответствующей компетенции.

Статья 9

- 1) Настоящая Конвенция депонируется у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций. Она остается открытой для подписания до 30 апреля 1972 г. любым государством, являющимся членом Организации Объединенных Наций, одного из специализированных учреждений, связанных с Организацией Объединенных Наций, или Международного агентства по атомной энергии или стороной Статута Международного Суда.
- 2) Настоящая Конвенция подлежит ратификации или принятию подписавшими ее странами. Она открыта для присоединения к ней любого государства, упомянутого в пункте 1 настоящей статьи.
- 3) Акты ратификации, принятия или присоединения депонируются у Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций.
- 4) Имеется в виду, что в тот момент, когда государство становится связанным настоящей Конвенцией, оно должно быть в состоянии, в соответствии со своим национальным законодательством, претворять в жизнь положения настоящей Конвенции.

Статья 10

Никакие оговорки в отношении настоящей Конвенции не допускаются.

Статья 11

- 1) Настоящая Конвенция вступает в силу спустя три месяца после депонирования пятого акта ратификации, принятия или присоединения.
- 2) Для каждого государства, ратифицирующего или принимающего настоящую Конвенцию либо присоединяющегося к ней после депонирования пятого акта о ратификации, принятия или присоединения, настоящая Конвенция вступает в силу через три месяца после даты, в которую Генеральный директор Всемирной организации интеллектуальной собственности извещает государства, в соответствии с пунктом 4 статьи 13, о депонировании этим государством соответствующего акта.
- 3) Каждое государство может в момент ратификации, принятия или присоединения или в любое время позднее заявить, направив уведомление Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, что настоящая Конвенция применима ко всем или к какой-либо одной из территорий, международные отношения которых оно обеспечивает. Это уведомление вступает в силу спустя три месяца после даты его получения.
- 4) Однако предыдущий пункт не может быть ни в коем случае истолкован как означавший молчаливое признание или принятие каким-либо государством-участником фактического положения на любой территории, на которую настоящая Конвенция распространяется другим государством-участником в силу указанного пункта.

Статья 12

- 1) Каждое государство-участник имеет право денонсировать настоящую Конвенцию либо от своего имени, либо от имени какой-либо или всех территорий, упомянутых в пункте 3 статьи 11, направив письменное уведомление Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.
- 2) Денонсация вступает в силу спустя двенадцать месяцев после даты получения Генеральным Секретарем Организации Объединенных Наций упоминаемого в предыдущем пункте уведомления.

Статья 13

- 1) Настоящая Конвенция подписывается в одном экземпляре на английском, испанском, русском и французском языках, причем все эти четыре текста имеют равную силу.
- 2) Официальные переводы будут обеспечены Генеральным директором Всемирной организации интеллектуальной собственности после консультации с заинтересованными правительствами на арабском, голландском, итальянском, немецком и португальских языках.
- 3) Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет Генерального директора Всемирной организации интеллектуальной собственности, Генерального директора Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры и Генерального директора Международного бюро труда о:
 - a) государствах, подписавших настоящую Конвенцию;
 - b) депонировании актов ратификации, принятия или присоединения;
 - c) дате вступления в силу настоящей Конвенции;
 - d) любом заявлении, о котором было послано уведомление согласно пункту 3 статьи 11.
 - e) получении уведомлений о денонсации.
- 4) Генеральный директор Всемирной организации интеллектуальной собственности сообщает государствам, упомянутым в пункте 1 статьи 9, о всех уведомлениях, полученных в силу применения предыдущего пункта, а также о заявлениях, сделанных в силу пункта 4 статьи 7 настоящей Конвенции. Он также уведомляет об упомянутых заявлениях Генерального директора Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры и Генерального директора Международного бюро труда.
- 5) Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций направляет в двух соответствующим образом заверенных экземплярах настоящую Конвенцию всем государствам, упомянутым в пункте 1 статьи 9.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, должным образом уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО в Женеве двадцать девятого
октября 1971 года.

Pour le ROYAUME d'AFGHANISTAN
 For the KINGDOM of AFGHANISTAN
 Por el REINO del AFGANISTÁN
 За КОРОЛЕВСТВО АФГАНИСТАН

Pour la RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE
 For the REPUBLIC of SOUTH AFRICA
 Por la REPÚBLICA de SUDAFRICA
 За ЮЖНО-АФРИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE d'ALBANIE
 For the PEOPLE'S REPUBLIC of ALBANIA
 Por la REPÚBLICA POPULAR de ALBANIA
 За НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ АЛБАНИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE
 et POPULAIRE
 For the DEMOCRATIC and POPULAR REPUBLIC
 of ALGERIA
 Por la REPÚBLICA ARGELINA DEMOCRÁTICA
 y POPULAR
 За АЛЖИРСКУЮ НАРОДНУЮ ДЕМОКРАТИЧЕСКУЮ
 РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE d'ALLEMAGNE
 For the FEDERAL REPUBLIC of GERMANY
 Por la REPÚBLICA FEDERAL de ALEMANIA
 За ФЕДЕРАТИВНУЮ РЕСПУБЛИКУ ГЕРМАНИИ

Otto Baron von STEMPER

Elisabeth STEUP

Pour le ROYAUME de l'ARABIE SAOUDITE
 For the KINGDOM of SAUDI ARABIA
 Por el REINO de la ARABIA SAUDITA
 За КОРОЛЕВСТВО САУДОВСКАЯ АРАВИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE ARGENTINE
For the ARGENTINE REPUBLIC
Por la REPÚBLICA de ARGENTINA
За АРГЕНТИНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour le COMMONWEALTH d'AUSTRALIE
For the COMMONWEALTH of AUSTRALIA
Por el COMMONWEALTH de AUSTRALIA
За АВСТРАЛИЙСКИЙ СОЮЗ

Pour la RÉPUBLIQUE d'AUTRICHE
For the REPUBLIC of AUSTRIA
Por la REPÚBLICA de AUSTRIA
За АВСТРИЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

W. WOLTE

28 April 1972

Pour le BAHREIN
For BAHRAIN
Por el BAHREIN
За БАХРЕЙН

Pour la BARBADE
For BARBADOS
Por BARBADOS
За БАРБАДОС

Pour le ROYAUME de BELGIQUE
For the KINGDOM of BELGIUM
Por el REINO de BÉLGICA
За КОРОЛЕВСТВО БЕЛЬГИЯ

Pour le BHOUTAN
For BHUTAN
Por el BHUTAN
За БУТАН

Pour l'UNION BIRMANE
For the UNION of BURMA
Por la UNIÓN BIRMANA
За БИРМАНСКИЙ СОЮЗ

Pour la RÉPUBLIQUE de BOLIVIE
For the REPUBLIC of BOLIVIA
Por la REPÚBLICA de BOLIVIA
За РЕСПУБЛИКУ БОЛИВИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE du BOTSWANA
For the REPUBLIC of BOTSWANA
Por la REPÚBLICA de BOTSWANA
За РЕСПУБЛИКУ БОТСВАНА

Pour la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE du BRESIL
For the FEDERATIVE REPUBLIC of BRAZIL
Por la REPÚBLICA FEDERATIVA del BRASIL
За ФЕДЕРАТИВНУЮ РЕСПУБЛИКУ БРАЗИЛИЯ

Paulo NOGUEIRA BATISTA

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE de BULGARIE
For the PEOPLE'S REPUBLIC of BULGARIA
Por la REPÚBLICA POPULAR de BULGARIA
За НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ БОЛГАРИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE du BURUNDI
For the REPUBLIC of BURUNDI
Por la REPÚBLICA de BURUNDI
За БУРУНДИЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE du CAMEROUN
For the FEDERAL REPUBLIC of CAMEROON
Por la REPÚBLICA FEDERAL del CAMERÚN
За ФЕДЕРАТИВНУЮ РЕСПУБЛИКУ КАМЕРУН

Pour le CANADA
For CANADA
Por el CANADÁ
За КАНАДУ

F. SIMONS

Pour CEYLAN
For CEYLON
Por CEILÁN
За ЦЕЙЛОН

Pour la RÉPUBLIQUE du CHILI
For the REPUBLIC of CHILE
Por la REPÚBLICA de CHILE
За РЕСПУБЛИКУ ЧИЛИ

Pour la RÉPUBLIQUE de CHINE
For the REPUBLIC of CHINA
Por la REPÚBLICA de CHINA
За КИТАЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de CHYPRE
For the REPUBLIC of CYPRUS
Por la REPÚBLICA de CHIPRÈ
За РЕСПУБЛИКУ КИПР

Pour la RÉPUBLIQUE de COLOMBIE
For the REPUBLIC of COLOMBIA
Por la REPÚBLICA de COLOMBIA
За РЕСПУБЛИКУ КОЛУМБИЯ

Diego GARCÉS GIRALDO
Embajador

Pour la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE du CONGO
For the DEMOCRATIC REPUBLIC of the CONGO
Por la REPÚBLICA DEMOCRÁTICA del CONGO
За ДЕМОКРАТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ КОНГО

Pour la RÉPUBLIQUE du COSTA RICA
For the REPUBLIC of COSTA RICA
Por la REPÚBLICA de COSTA RICA
За РЕСПУБЛИКУ КОСТА-РИКА

Pour la RÉPUBLIQUE de CÔTE d'IVOIRE
For the REPUBLIC of the IVORY COAST
Por la REPÚBLICA de la COSTA de MARFIL
За РЕСПУБЛИКУ БЕРЕГ СЛОНОВОЙ КОСТИ

Pour la RÉPUBLIQUE de CUBA
For the REPUBLIC of CUBA
Por la REPÚBLICA de CUBA
За РЕСПУБЛИКУ КУБА

Pour la RÉPUBLIQUE du DAHOMEY
 For the REPUBLIC of DAHOMEY
 Por la REPÚBLICA del DAHOMEY
 За РЕСПУБЛИКУ ДАГОМЕЯ

Pour le ROYAUME du DANEMARK
 For the KINGDOM of DENMARK
 Por el REINO de DINAMARCA
 За КОРОЛЕВСТВО ДАНИЯ

J. NØRUP-NIELSEN

Pour la RÉPUBLIQUE ARABE d'EGYPTE
 For the ARAB REPUBLIC of EGYPT
 Por la REPÚBLICA ÁRABE de EGIPTO
 За АРАБСКУЮ РЕСПУБЛИКУ ЕГИПЕТ

Pour la RÉPUBLIQUE d'EL SALVADOR
 For the REPUBLIC of EL SALVADOR
 Por la REPÚBLICA de EL SALVADOR
 За РЕСПУБЛИКУ САЛЬВАДОР

Pour la RÉPUBLIQUE de l'EQUATEUR
 For the REPUBLIC of ECUADOR
 Por la REPÚBLICA del ECUADOR
 За РЕСПУБЛИКУ ЭКВАДОР

Teodoro BUSTAMANTE

Pour l'ÉTAT ESPAGNOL
 For the SPANISH STATE
 Por el ESTADO ESPAÑOL
 За ИСПАНСКОЕ ГОСУДАРСТВО

Francisco UTRAY

Pour les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE
 For the UNITED STATES of AMERICA
 Por los ESTADOS UNIDOS de AMÉRICA
 За СОЕДИНЕННЫЕ ШТАТЫ АМЕРИКИ

Bruce C. LADD, Jr.

George D CARY

Pour l'EMPIRE d'ÉTHIOPIE
 For the EMPIRE of ETHIOPIA
 Por el IMPERIO de ETIOPÍA
 За ИМПЕРИЮ ЭФИОПИЯ

Pour les FIDJI
 For FIJI
 Por VITI
 За ФИДЖИ

Pour la RÉPUBLIQUE de FINLANDE
 For the REPUBLIC of FINLAND
 Por la REPÚBLICA de FINLANDIA
 За РЕСПУБЛИКУ ФИНЛЯНДИЯ

Jaakko ILONIEMI

21 April 1972

Pour la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 For the FRENCH REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA FRANCESA
 За ФРАНЦУЗСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

FERNAND-LAURENT

Pour la RÉPUBLIQUE GABONAISE
 For the GABONESE REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA GABONESA
 За ГАБОНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de GAMBIE
For the REPUBLIC of the GAMBIA
Por la REPÚBLICA de GAMBIA
За РЕСПУБЛИКУ ГАМБИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE du GHANA
For the REPUBLIC OF GHANA
Por la REPÚBLICA de GHANA
За РЕСПУБЛИКУ ГАНА

Pour le ROYAUME de GRÈCE
For the KINGDOM of GREECE
Por el REINO de GRECIA
За КОРОЛЕВСТВО ЭЛЛИНОВ

Pour la RÉPUBLIQUE du GUATEMALA
For the REPUBLIC of GUATEMALA
Por la REPÚBLICA de GUATEMALA
За РЕСПУБЛИКУ ГВАТЕМАЛА

Pour la RÉPUBLIQUE de GUINÉE
For the REPUBLIC of GUINEA
Por la REPÚBLICA de GUINEA
За ГВИНЕЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de la GUINÉE ÉQUATORIALE
For the REPUBLIC of EQUATORIAL GUINEA
Por la REPÚBLICA de GUINEA ECUATORIAL
За РЕСПУБЛИКУ ЭКВАТОРИАЛЬНОЙ ГВИНЕИ

Pour la RÉPUBLIQUE de GUYANE
 For the REPUBLIC OF GUYANA
 Por la REPÚBLICA de GUYANA
 За РЕСПУБЛИКУ ГАЙАНА

Pour la RÉPUBLIQUE d'HAÏTI
 For the REPUBLIC of HAITI
 Por la REPÚBLICA de HAÏTÍ
 За РЕСПУБЛИКУ ГАИТИ

Pour la RÉPUBLIQUE de HAUTE-VOLTA
 For the REPUBLIC of the UPPER VOLTA
 Por la REPÚBLICA de ALTO VOLTA
 За РЕСПУБЛИКУ ВЕРХНЯЯ ВОЛЬТА

Pour la RÉPUBLIQUE du HONDURAS
 For the REPUBLIC of HONDURAS
 Por la REPÚBLICA de HONDURAS
 За РЕСПУБЛИКУ ГОНДУРАС

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE
 For the HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA POPULAR HÚNGARA
 За ВЕНГЕРСКУЮ НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de l'INDE
 For the REPUBLIC of INDIA
 Por la REPÚBLICA de la INDIA
 За РЕСПУБЛИКУ ИНДИЯ

Kanti CHAUDHURI
 (Kanti Chaudhuri)

Ad Referendum

Pour la RÉPUBLIQUE d'INDONÉSIE
 For the REPUBLIC of INDONESIA
 Por la REPÚBLICA de INDONESIA
 За РЕСПУБЛИКУ ИНДОНЕЗИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE d'IRAK
 For the REPUBLIC of IRAQ
 Por la REPÚBLICA del IRAK
 За ИРАКСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour l'EMPIRE d'IRAN
 For the EMPIRE of IRAN
 Por el IMPERIO del IRÁN
 За ИМПЕРИЮ ИРАН

M. A. HEDAYATI

Pour l'IRLANDE
 For IRELAND
 Por IRLANDA
 За ИРЛАНДИЮ

Pour la RÉPUBLIQUE d'ISLANDE
 For the REPUBLIC of ICELAND
 Por la REPÚBLICA de ISLANDIA
 За РЕСПУБЛИКУ ИСЛАНДИЯ

Pour l'ÉTAT d'ISRAËL
 For the STATE of ISRAEL
 Por el ESTADO de ISRAEL
 За ГОСУДАРСТВО ИЗРАИЛЬ

I. Natan KOHN

Pour la RÉPUBLIQUE ITALIENNE
 For the ITALIAN REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA ITALIANA
 За ИТАЛЬЯНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pio ARCHI

Pour la JAMAÏQUE
 For JAMAICA
 Por JAMAICA
 За ЯМАЙКУ

Pour le JAPON
 For JAPAN
 Por el JAPÓN
 За ЯПОНИЮ

Toru NAKAGAWA

April 21, 1972

Pour le ROYAUME HASHEMITE de JORDANIE
 For the HASHEMITE KINGDOM of JORDAN
 Por el REINO HASHEMITA de JORDANIA
 За ИОРДАНСКОЕ ХАШЕМИТСКОЕ КОРОЛЕВСТВО

Pour la RÉPUBLIQUE du KENYA
 For the REPUBLIC of KENYA
 Por la REPÚBLICA de KENIA
 За РЕСПУБЛИКУ КЕНИЯ

Joseph ODERO-JOWI

April 4, 1972

Pour l'ÉTAT du KOWEÏT
 For the STATE of KUWAIT
 Por el ESTADO de KUWAIT
 За ГОСУДАРСТВО КУВЕЙТ

Pour le ROYAUME du LAOS
For the KINGDOM of LAOS
Por el REINO de LAOS
За КОРОЛЕВСТВО ЛАОС

Pour le ROYAUME du LESOTHO
For the KINGDOM of LESOTHO
Por el REINO de LESOTHO
За КОРОЛЕВСТВО ЛЕСОТО

Pour la RÉPUBLIQUE LIBANAISE
For the LEBANESE REPUBLIC
Por la REPÚBLICA LIBANESA
За ЛИВАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE du LIBÉRIA
For the REPUBLIC of LIBERIA
Por la REPÚBLICA de LIBERIA
За РЕСПУБЛИКУ ЛИБЕРИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE
For the LIBYAN ARAB REPUBLIC
Por la REPÚBLICA ÁRABE LIBIA
За АРАБСКУЮ РЕСПУБЛИКУ ЛИВИЯ

Pour la PRINCIPAUTÉ de LIECHTENSTEIN
For the PRINCIPALITY of LIECHTENSTEIN
Por el PRINCIPADO de LIECHTENSTEIN
За КНЯЖЕСТВО ЛИХТЕНШТЕЙН

B. TURRETTINI

28 Avril 1972

Pour le GRAND-DUCHÉ de LUXEMBOURG
For the GRAND DUCHY of LUXEMBOURG
Por el GRAN DUCADO de LUXEMBURGO
За ВЕЛИКОЕ ГЕРЦОГСТВО ЛЮКСЕМБУРГ

Marcel FISCHBACH

Pour la RÉPUBLIQUE MALGACHE
For the MALAGASY REPUBLIC
Por la REPÚBLICA MALGACHE
За МАЛАГАСИЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la REPÚBLIQUE du MALAWI
For the REPUBLIC of MALAWI
Por la REPÚBLICA de MALAWI
За РЕСПУБЛИКУ МАЛАВИ

Pour la MALAISIE
For MALAYSIA
Por MALASIA
За МАЛАЙЗИЮ

Pour la RÉPUBLIQUE des MALDIVES
For the REPUBLIC of MALDIVES
Por la REPÚBLICA de MALDIVAS
За МАЛЬДИВСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE du MALI
For the REPUBLIC of MALI
Por la REPÚBLICA de MALÍ
За РЕСПУБЛИКУ МАЛИ

Pour MALTE
For MALTA
For MALTA
За МАЛЬТУ

Pour le ROYAUME du MAROC
For the KINGDOM of MOROCCO
For el REINO de MARRUECOS
За КОРОЛЕВСТВО МАРОККО

Pour MAURICE
For MAURITIUS
For MAURICIO
За МАВРИКИЙ

Pour la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE de MAURITANIE
For the ISLAMIC REPUBLIC of MAURITANIA
For la REPÚBLICA ISLÁMICA de MAURITANIA
За ИСЛАМСКУЮ РЕСПУБЛИКУ МАВРИТАНИЯ

Pour les ÉTATS-UNIS du MEXIQUE
For the UNITED MEXICAN STATES
For los ESTADOS UNIDOS MEXICANOS
За МЕКСИКАНСКИЕ СОЕДИНЕННЫЕ ШТАТЫ

LARREA RICHERAND

Pour la PRINCIPAUTÉ de MONACO
For the PRINCIPALITY of MONACO
For el PRINCIPADO de MÓNACO
За КНЯЖЕСТВО МОНАКО

LINDENFELD

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE
 For the MONGOLIAN PEOPLE'S REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA POPULAR MONGOLA
 За МОНГОЛЬСКУЮ НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de NAURU
 For the REPUBLIC of NAURU
 Por la REPÚBLICA de NAURU
 За РЕСПУБЛИКУ НАУРУ

Pour le ROYAUME du NEPAL
 For the KINGDOM of NEPAL
 Por el REINO de NEPAL
 За КОРОЛЕВСТВО НЕПАЛ

Pour la RÉPUBLIQUE du NICARAGUA
 For the REPUBLIC of NICARAGUA
 Por la REPÚBLICA de NICARAGUA
 За РЕСПУБЛИКУ НИКАРАГУА

A. MULLHAUPT

Pour la RÉPUBLIQUE du NIGER
 For the REPUBLIC of the NIGER
 Por la REPÚBLICA del NÍGER
 За РЕСПУБЛИКУ НИГЕР

Pour la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE du NIGÉRIA
 For the FEDERAL REPUBLIC of NIGERIA
 Por la REPÚBLICA FEDERAL de NIGERIA
 За ФЕДЕРАТИВНУЮ РЕСПУБЛИКУ НИГЕРИЯ

Pour le ROYAUME de NORVÈGE
 For the KINGDOM of NORWAY
 Por el REINO de NORUEGA
 За КОРОЛЕВСТВО НОРВЕГИЯ

Ole ÅLGÅRD
 28. April 1972

Pour la NOUVELLE-ZÉLANDE
 For NEW ZEALAND
 Por NUEVA ZELANDIA
 За НОВУЮ ЗЕЛАНДИЮ

Pour le SULTANAT d'OMAN
 For the SULTANATE of OMAN
 Por la SULTANÍA de OMÁN
 За СУЛТАНАТ ОМАН

Pour la RÉPUBLIQUE de l'UGANDA
 For the REPUBLIC of UGANDA
 Por la REPÚBLICA de UGANDA
 За РЕСПУБЛИКУ УГАНДА

Pour le PAKISTAN
 For PAKISTAN
 Por PAKISTÁN
 За ПАКИСТАН

Pour la RÉPUBLIQUE du PANAMA
 For the REPUBLIC of PANAMA
 Por la REPÚBLICA de PANAMÁ
 За РЕСПУБЛИКУ ПАНАМА

A. E. BOYD
 28 april 1972

Pour la RÉPUBLIQUE du PARAGUAY
For the REPUBLIC of PARAGUAY
Por la REPÚBLICA del PARAGUAY
За РЕСПУБЛИКУ ПАРАГВАЙ

Pour le ROYAUME des PAYS-BAS
For the KINGDOM of the NETHERLANDS
Por el REINO de los PAÍSES BAJOS
За КОРОЛЕВСТВО НИДЕРЛАНДЫ

Pour la RÉPUBLIQUE du PEROU
For the REPUBLIC of PERU
Por la REPÚBLICA del PERÚ
За ПЕРУАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE des PHILIPPINES
For the REPUBLIC of the PHILIPPINES
Por la REPÚBLICA de FILIPINAS
За ФИЛИППИНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Anastacio B. BARTOLOMÉ

29 April 1972

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE de POLOGNE
For the POLISH PEOPLE'S REPUBLIC
Por la REPÚBLICA POPULAR POLACA
За ПОЛЬСКУЮ НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE PORTUGAISE
For the PORTUGUESE REPUBLIC
Por la REPÚBLICA PORTUGUESA
За ПОРТУГАЛЬСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour le QATAR
For QATAR
Por el QATAR
За КАТАР

Pour la RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
For the CENTRAL AFRICAN REPUBLIC
Por la REPÚBLICA CENTROAFRICANA
За ЦЕНТРАЛЬНОАФРИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de CORÉE
For the REPUBLIC of KOREA
Por la REPÚBLICA de COREA
За КОРЕЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE du YÉMEN
For the PEOPLE'S DEMOCRATIC
REPUBLIC of YEMEN
Por la REPÚBLICA DEMOCRÁTICA
POPULAR del YEMEN
За НАРОДНУЮ ДЕМОКРАТИЧЕСКУЮ
РЕСПУБЛИКУ ЙЕМЕН

Pour la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
For the DOMINICAN REPUBLIC
Por la REPÚBLICA DOMINICANA
За ДОМИНИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE KHMERE
For the KHMER REPUBLIC
Por la REPÚBLICA KHMER
За КХМЕРСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE de CHINE
 For the PEOPLE'S REPUBLIC of CHINA
 Por la REPÚBLICA POPULAR de CHINA
 За КИТАЙСКУЮ НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE du CONGO
 For the PEOPLE'S REPUBLIC of the CONGO
 Por la REPÚBLICA POPULAR del CONGO
 За НАРОДНУЮ РЕСПУБЛИКУ КОНГО

Pour la RÉPUBLIQUE du VIET-NAM
 For the REPUBLIC of VIET-NAM
 Por la REPÚBLICA de VIET-NAM
 За РЕСПУБЛИКУ ВЬЕТНАМ

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
 SOVIÉTIQUE de BIÉLORUSSIE
 For the BYELORUSSIAN SOVIET
 SOCIALIST REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA SOCIALISTA
 SOVIÉTICA de BIELORRUSIA
 За БЕЛОРУССКУЮ СОВЕТСКУЮ
 СОЦИАЛИСТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
 SOVIÉTIQUE d'UKRAINE
 For the UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST
 REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA SOCIALISTA
 SOVIÉTICA de UCRANIA
 За УКРАИНСКУЮ СОВЕТСКУЮ
 СОЦИАЛИСТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE-UNIE de TANZANIE
 For the UNITED REPUBLIC of TANZANIA
 Por la REPÚBLICA UNIDA de TANZANIA
 За ОБЪЕДИНЕННУЮ РЕСПУБЛИКУ ТАНЗАНИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE de ROUMANIE
 For the SOCIALIST REPUBLIC of ROMANIA
 Por la REPÚBLICA SOCIALISTA de RUMANIA
 За СОЦИАЛИСТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ РУМЫНИЯ

Pour le ROYAUME-UNI de GRANDE-BRETAGNE
 et d'IRLANDE du NORD
 For the UNITED KINGDOM of GREAT BRITAIN
 and NORTHERN IRELAND
 Por el REINO UNIDO de GRAN BRETAÑA
 e IRLANDA del NORTE
 За СОЕДИНЕННОЕ КОРОЛЕВСТВО ВЕЛИКОБРИТАНИИ
 И СЕВЕРНОЙ ИРЛАНДИИ

William WALLACE

Ivor J. G DAVIS

Pour la RÉPUBLIQUE RWANDAISE
 For the RWANDESE REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA RWANDESA
 За РУАНДИЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE de SAINT-MARIN
 For the REPUBLIC of SAN MARINO
 Por la REPÚBLICA de SAN MARINO
 За РЕСПУБЛИКУ САН-МАРИНО

Pour le SAINT-SIEGE
 For the HOLY SEE
 Por la SANTA SEDE
 За БАТИКАН

Silvio LUONI

Thomas A. WHITE

Pour l'ÉTAT INDÉPENDANT du SAMOA-OCCIDENTAL
For the INDEPENDENT STATE of WESTERN SAMOA
Por el ESTADO INDEPENDIENTE de SAMOA OCCIDENTAL
За НЕЗАВИСИМОЕ ГОСУДАРСТВО ЗАПАДНОЕ САМОА

Pour la RÉPUBLIQUE du SÉNÉGAL
For the REPUBLIC of SENEGAL
Por la REPÚBLICA del SENEGAL
За РЕСПУБЛИКУ СЕНЕГАЛ

Pour la RÉPUBLIQUE de SIERRA LEONE
For the REPUBLIC of SIERRA LEONE
Por la REPÚBLICA de SIERRA LEONE
За РЕСПУБЛИКУ СЬЕРРА-ЛЕОНЕ

Pour la RÉPUBLIQUE de SINGAPOUR
For the REPUBLIC of SINGAPORE
Por la REPÚBLICA de SINGAPUR
За РЕСПУБЛИКУ СИНГАПУР

Pour la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE de SOMALIE
For the SOMALI DEMOCRATIC REPUBLIC
Por la REPÚBLICA DEMOCRÁTICA SOMALÍ
За ДЕМОКРАТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ СОМАЛИ

Pour le ROYAUME du SOUAZILAND
For the KINGDOM of SWAZILAND
Por el REINO de SWAZILANDIA
За КОРОЛЕВСТВО СВАЗИЛЕНД

Pour la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE du SOUDAN
For the DEMOCRATIC REPUBLIC of the SUDAN
Por la REPÚBLICA DEMOCRÁTICA del SUDÁN
За ДЕМОКРАТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ СУДАН

Pour le ROYAUME de SUEDE
For the KINGDOM of SWEDEN
Por el REINO de SUECIA
За КОРОЛЕВСТВО ШВЕЦИЯ

Hans DANIELIUS

Pour la CONFÉDÉRATION SUISSE
For the SWISS CONFEDERATION
Por la CONFEDERACIÓN SUIZA
За ШВЕЙЦАРСКУЮ КОНФЕДЕРАЦИЮ

P. CAVIN

Pour la RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
For the SYRIAN ARAB REPUBLIC
Por la REPÚBLICA ÁRABE SIRIA
За АРАБСКУЮ РЕСПУБЛИКУ СИРИЯ

Pour la RÉPUBLIQUE du TCHAD
For the REPUBLIC of CHAD
Por la REPÚBLICA del CHAD
За РЕСПУБЛИКУ ЧАД

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE
For the CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC
Por la REPÚBLICA SOCIALISTA CHECOSLOVACA
За ЧЕХОСЛОВАЦКУЮ СОЦИАЛИСТИЧЕСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour le ROYAUME de THAÏLANDE
For the KINGDOM of THAILAND
Por el REINO de TAILANDIA
За КОРОЛЕВСТВО ТАИЛАНД

Pour la RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
For the TOGOLESE REPUBLIC
Por la REPÚBLICA TOGOLESA
За ТОГОЛЕЗСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour TRINITÉ-ET-TOBAGO
For TRINIDAD AND TOBAGO
Por TRINIDAD Y TABAGO
За ТРИНИДАД И ТОБАГО

Pour la RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
For the REPUBLIC of TUNISIA
Por la REPÚBLICA de TÚNEZ
За ТУНИССКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE TURQUE
For the REPUBLIC of TURKEY
Por la REPÚBLICA de TURQUÍA
За ТУРЕЦКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour l'UNION des RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES
For the UNION of SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS
Por la UNIÓN de REPÚBLICAS SOCIALISTAS
SOVIÉTICAS
За СОЮЗ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ
РЕСПУБЛИК

Pour la RÉPUBLIQUE ORIENTALE de l'URUGUAY
 For the EASTERN REPUBLIC of URUGUAY
 Por la REPÚBLICA ORIENTAL del URUGUAY
 За ВОСТОЧНУЮ РЕСПУБЛИКУ УРУГВАЙ

Raquel R. LARRETA DE PESARESI

Pour la RÉPUBLIQUE du VENEZUELA
 For the REPUBLIC of VENEZUELA
 Por la REPÚBLICA de VENEZUELA
 За РЕСПУБЛИКУ ВЕНЕСУЭЛА

Pour la RÉPUBLIQUE ARABE du YÉMEN
 For the YEMEN ARAB REPUBLIC
 Por la REPÚBLICA ÁRABE del YEMEN
 За ЙЕМЕНСКУЮ АРАБСКУЮ РЕСПУБЛИКУ

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
 de YUGOSLAVIE
 For the SOCIALIST FEDERAL REPUBLIC
 of YUGOSLAVIA
 Por la REPÚBLICA FEDERATIVA SOCIALISTA
 de YUGOSLAVIA
 За СОЦИАЛИСТИЧЕСКУЮ ФЕДЕРАТИВНУЮ
 РЕСПУБЛИКУ ЮГОСЛАВИЯ

Aleksandar JELIĆ

Pour la RÉPUBLIQUE de ZAMBIE
 For the REPUBLIC of ZAMBIA
 Por la REPÚBLICA de ZAMBIA
 За РЕСПУБЛИКУ ЗАМБИЯ

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Convention for the protection of producers of phonograms against unauthorized duplication of their phonograms, done at Geneva, Switzerland, on the twenty-ninth day of October 1971, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

For the Secretary-General
The Director of the General Legal
Division
in charge of the Office of Legal
Affairs:

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, fait à Genève, Suisse, le vingt-neuf octobre 1971, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Pour le Secrétaire général
Le Directeur de la Division des
questions juridiques générales,
chargé du Service juridique :



United Nations, New York
17 July 1972

Organisation des Nations Unies, New York
17 juillet 1972

Certified true copy XIV.4
Copie certifiée conforme XIV.4
October 2004